

Autogestion: quelques conclusions

Noir et rouge, n°41, mai 1968, Sabadell, pp. 2-9.

Nous avons fait dans plusieurs numéros des articles sur les mouvements vers l'autogestion. Plusieurs camarades nous ont reproché de ne pas avoir rassemblé le résultat de ces études, voici donc un essai de conclusion.

Les mêmes idées sont exprimées différemment, sans qu'on précise d'importantes nuances, d'où la vigueur de certaines querelles apparemment oiseuses: on opposera autogestion, contrôle de l'économie par les travailleurs, pouvoir ouvrier, conseils, soviets; ne parlons pas de termes plus vulgarisés mais encore moins clairs de collectivisation, socialisation, ou coopérativisme¹.

Ce que nous voulons dire par autogestion, c'est que les classes aujourd'hui sans pouvoir - ouvriers, paysans, employés - sont aptes à gérer l'économie (donc la société) sans la classe dirigeante (formée de plus en plus de techniciens dont les idées politiques s'effacent pour consolider leur domination de classe); mais cette gestion, qui s'organise **globalement**, est fondée sur une appropriation collective **directe** des unités de production (ou de travail) de base².

Selon les préférences, on peut, si on est d'accord sur le contenu, appeler cela le contrôle ouvrier, les conseils, les soviets, c'est-à-dire dans tous les cas une unité économique librement formée et fédérée à d'autres. Dans tous les cas il ne s'agit pas d'une utopie destinée

¹ Il importe de définir schématiquement ces fameux concepts:

La collectivisation a deux sens principaux: a) pour les marxistes c'est une économie entièrement régie par l'organe de la collectivité (= le peuple), c'est-à-dire l'État. b) pour les anarchistes, chaque groupe économique s'organise de son propre gré en collectivités qui se fédèrent de bas en haut, sans corps dominant.

La socialisation a le même sens que la collectivisation avec les mêmes divisions idéologiques. (Pour les marxistes, l'étatisation a aussi le même sens).

Le coopérativisme a trois grands sens : a) pour les capitalistes: façon de promettre le socialisme en ne donnant pas grand chose; b) pour la gauche: façon de s'initier au socialisme et de concurrencer légalement le capitalisme; c) en période révolutionnaire, les révolutionnaires nomment généralement la collectivisation coopérativisme pour ne pas effrayer les capitalistes (qui en général sont plus au courant des réalités et des peurs à avoir que les révolutionnaires). En échange toute mesure vaguement sociale, est saluée par le capitalisme comme un pas vers le coopérativisme.

² Pannekoek: " *les conseils ouvriers sont la forme d'organisation de la période de transition pendant laquelle la classe ouvrière lutte pour le pouvoir, détruit le capitalisme et organise la production sociale* " (cité dans : *Cahier de discussion pour le socialisme des conseils*, sept 1965, n° 6).

Malatesta: " *la révolution comme nous la voulons doit être le commencement de la participation active, directe et véritable des masses, c'est-à-dire de tous à l'organisation et la gestion de la vie sociale* ".

[« Allons dans le peuple », *andiamo fra il popolo*, 1894]

Kropotkine: " *la part du peuple dans la révolution doit être positive en même temps que destructrice. Car lui seul peut réussir à réorganiser la société sur des bases d'égalité et de liberté pour tous. Remettre ce soin à d'autres serait trahir la cause même de la révolution.* " [L'action anarchiste dans la révolution, 1914, Pierre Kropotkine Œuvres, p. 293]

à être réalisée dans le calme plus tard, une fois la révolution faite, mais bien d'un mouvement réel, expression matérielle des classes exploitées dans la période d'organisation de la révolution, en pleine crise; autrement dit dans la fameuse "période transitoire".

Nous ne voulons pas dire que les Conseils ouvriers, l'Autogestion soient limités à la période transitoire, mais nous voulons insister sur une remarque qui est la suivante: - la critique matérialiste de la société capitaliste est souvent commune à tous les révolutionnaires; - de même, les grandes lignes de la société future (stade communiste) sont en théorie communes à tous (même les staliniens peuvent dire: "au fond, nous autres et vous, les "anarchistes", nous sommes d'accord..."). Seulement, entre le purgatoire d'aujourd'hui et le Paradis de demain, il faut affronter l'Enfer: la crise; il y a une période dite de transition, le renforcement de l'État "au service du Peuple" n'aboutit qu'à la cristallisation d'une nouvelle classe dirigeante d'anciens bourgeois et de nouveaux arrivistes ex-travailleurs, et le dépérissement de l'État n'a aucune justification historique ou théorique³ alors que la prise en main de la société par les exploités s'est toujours jusqu'ici exprimée par la généralisation de l'autogestion.

Les exemples historiques

Les premiers mouvements de gestion ouvrière apparaissent en Russie en 1905. Ensuite nous avons Ancône en Italie en 1914 (présence des anarchistes) et les nombreux et puissants mouvements qui suivent la première guerre mondiale Spartakistes en Allemagne, ouvriers hongrois, russes (soviets de 1917) et italiens; en Amérique latine, les "ejidos " mexicains (communautés agraires). Toutes ces expériences ne durèrent au maximum que quelques semaines. Les ejidos n'eurent un véritable développement qu'en 1936.

La période 1918-20 voit l'élaboration théorique de ces mouvements qui n'avaient été prévus par personne. Mis à part Lénine qui les subordonne au Parti, la plupart des penseurs les mettent justement en valeur : Voline en Russie, Fabbri, Malatesta et le marxiste - hétérodoxe à ce moment - Gramsci en Italie, le marxiste, fondateur du communisme de conseil, Pannekoek en Hollande.

La deuxième guerre mondiale est précédée du mouvement espagnol 1936-39. L'après-guerre est marqué de mouvements vite étouffés en France (usines Berliet), Pologne, Bulgarie. Ces essais sont aussi d'une durée très restreinte, sauf en Espagne (juillet 1936/mars 1939, mais en fait août 36/décembre 38). Au Mexique, les ejidos continuent d'exister - aujourd'hui aussi -, mais ils sont très concurrencés par le secteur privé. En Israël, les kibboutzim sont officialisés.

Plus récemment nous avons la Yougoslavie vers 1950, la Hongrie en 1956 et l'Algérie en 1962.

Ce catalogue historique ne prétend pas être complet; il nous permet de tirer certaines conséquences

³ *"Lorsqu'un homme est arrivé à la vieillesse, il va vers sa fin: il en est de même pour un parti politique. Quand les classes auront disparu, tous les instruments de la lutte de classes, partis politiques et machine d'État, n'ayant plus de rôle à jouer, n'étant plus nécessaires dépériront graduellement, achèveront leur mission historique et la société humaine accèdera à un stade supérieur "*. (Lapalisse ou Mao-Tsé-Toung). *De la dictature démocratique populaire*, 1949, Écrits choisis. Maspero, 1967.

Les faits ont précédé la théorie:

-lorsque le capitalisme n'assume plus la responsabilité de la production (crise économique ou politique; pour la Yougoslavie. voir plus loin), spontanément, sans qu'il y ait eu de propagande en ce sens, le prolétariat prend la direction des usines;

-toute une série de mouvements de 1917 à 1936 sont la conséquence de l'étalement de la crise mondiale. En Israël, en Yougoslavie, en Hongrie et en Algérie, il s'agit de crises plus délimitées.

-la spontanéité ne dépasse pas certaines limites de temps et d'espace, l'élaboration de la théorie est son prolongement inévitable. En effet, la théorie met l'accent sur 2 plans: politiquement défendre les avantages acquis du fait de la possession des moyens de production, économiquement assurer les échanges entre les usines, leur ravitaillement, celui de la population, etc...

Il nous semble que deux constatations ressortent de cette analyse, spontanément le prolétariat peut faire l'autogestion de même qu'il peut faire la révolution, l'organisation, la conduite à long terme dépendent d'un plan, d'une vision d'ensemble ; pratiquement nous aurons donc des pays où la propagande pour l'autogestion se conjuguera avec l'apparition spontanée de cette idée dans le prolétariat à la faveur d'une crise.

Quatre exemples privilégiés

Après une crise économique (conséquence de 1929) et un coup d'État politique et plusieurs années de propagande pour la collectivisation (surtout anarchiste et en partie socialiste) les ouvriers et les paysans espagnols, dans de nombreuses régions prennent possession des usines et des terres. La masse est préparée, la collectivisation est appliquée de bas en haut, entérinée au départ par les gouvernements de Madrid et de Barcelone. Les secteurs collectivisés sont les transports, l'industrie lourde, l'agriculture et une partie du tertiaire.

Après une crise économique et politique en Palestine une propagande en faveur du collectivisme, des îlots économique-militaires sont créés; lorsqu'Israël se forme, les kibboutzim étant composés de nationalistes, ils se soumettent entièrement à l'État qu'ils n'ont jamais mis en question. Le secteur collectivisé est l'agriculture et quelques industries de transformation installées postérieurement.

En Yougoslavie après une crise politique (rupture avec le Komintern et liquidation de l'opposition interne) et économique (pas de commerce avec les autres pays dits socialistes), sans qu'il y ait eu de propagande collectiviste, l'État instaure l'autogestion pour s'assurer une base sociale. Le secteur collectivisé touche les domaines modernes de l'agriculture et de l'industrie.

En Algérie, après une crise politique et économique (guerre et départ des colons), sans propagande préalable, les fellahs s'emparent des terres; le gouvernement reconnaît la situation. Le secteur moderne de l'agriculture et quelques secteurs de l'industrie (8 % des travailleurs) sont collectivisés.

Sur le plan général, trois leçons nous paraissent se dégager:

En Espagne, en juillet 1936, le président de la Généralité de Catalogne (organe régional du gouvernement central) Companys, offrit aux travailleurs et aux anarchistes en armes, et vainqueurs des fascistes, soit de démissionner, soit de rester. Des anarchistes

acceptèrent que l'organisme d'État continue, avec leur participation. Et en mai 1937, la police et les troupes de la Généralité attaquèrent ces mêmes travailleurs et anarchistes, tentant notamment d'enlever le central téléphonique de la ville, autogéré.

En Allemagne, certains conseils laissèrent en place les organismes d'État, provisoirement inoffensifs. Quelques semaines plus tard, ces derniers avaient rassemblé leurs forces apeurées, et se trouvaient à pied d'oeuvre pour la répression la plus sanglante.

En Algérie un appareil d'État d'abord inefficace avait accepté l'autogestion. Une fois renforcé il n'hésita pas dans certains cas à essayer de la supprimer par la force: à El-Achour en Mitidja, l'armée intervient, confisque les fonds et met 3.000 ouvriers agricoles en chômage. Ces derniers temps, on aurait fusillé des "meneurs".

La coexistence est une duperie. Si l'on veut supprimer l'appareil d'État, c'est dans les premiers jours qu'il faut le faire, violemment et systématiquement. Attendre d'être plus fort pour l'affronter est irréaliste, car il n'est à notre merci que pour peu de temps. Le tolérer par "démocratie", c'est tolérer l'oppression par quelques-uns au nom de tous: **l'État n'est pas une opinion politique, c'est un système de répression**⁴.

Il en est de même en ce qui concerne la limitation à un secteur économique. En Algérie, la reconnaissance légale de l'autogestion a eu comme conséquence d'en faire un secteur bien délimité dans le cadre presque inchangé de la colonisation dernière manière (Plan de Constantine). La coexistence d'un puissant secteur privé et d'un secteur d'État avec le secteur autogéré aboutit au dépérissement à long terme de ce dernier, par son intégration aux lois du marché capitaliste (la liquidation est d'autant plus consciente qu'ici les bureaucrates d'État sont souvent eux-mêmes nouveaux propriétaires terriens ou industriels commerçants).

Sur les grands domaines dont les propriétaires sont des bourgeois algériens rien n'est changé. Rien n'est changé non plus, c'est moins grave à court terme, sur les misérables parcelles des fellahs. Autogérer les terres des colons cela permet de masquer l'exploitation par des Algériens et de détourner l'attention des profits faits par la nouvelle classe algérienne (cela permet de faire passer des décrets de restitution de domaines à leurs anciens propriétaires algériens). Enfin, la persistance des lois du marché explique en grande partie que les entreprises autogérées, isolées, dévient dans une concurrence entre elles et s'intègrent en définitive au capitalisme. Cette tendance des entreprises est tout le contraire du fédéralisme. Il ne s'agit plus dans ce cas pour elles que d'acquérir le plus possible de bénéfices même, s'il le faut, au détriment des autres conseils d'usine.

C'est la réapparition du profit et de l'arrivisme capitalistes, avec cette différence qu'il n'y a plus un propriétaire, mais des dizaines, avec une capacité identique.

*À Barcelone, et dans presque toutes les villes, dans les centres industriels de Catalogne, chaque usine fabriquait et vendait ses produits pour son propre compte, chacun cherchait ses clients et les disputait à l'usine rivale. Un néo capitalisme ouvrier était né... Dans le commerce, le même néo-capitalisme se manifestait sur une échelle beaucoup plus grande. Dans les usines et entreprises qui étaient aux mains des syndicats, la production augmenta, ou du moins il n'y eut pas de déficit; dans la mesure des ressources disponibles, le rendement y était toujours supérieur. De plus, il n'y eut pas l'immoralité des salaires deux ou trois fois supérieurs selon les matières premières disponibles et le talent commercial*⁵.

⁴ *En laissant à tous les partis et organisations politiques pleine et entière liberté de propager leurs idées, l'armée des insurgés makhnovistes tient à prévenir tous les partis qu'aucune tentative de préparer, d'organiser et d'imposer aux masses laborieuses une autorité politique ne saurait être admise par les insurgés révolutionnaires, de tels actes n'ayant rien de commun avec la liberté d'idées et de propagande* " Ekaterinoslav le 5 Novembre 1919. Signé: le Conseil Révolutionnaire militaire de l'armée des Insurgés makhnovistes. Voline, *la Révolution inconnue*, p. 601.

⁵ Leval G. *L'attività sindacale nella trasformazione sociale*.

En Yougoslavie, on avait remarqué que l'État patron entretenait la concurrence entre les entreprises "autogérées". L'autogestion réduite à l'usine n'est donc qu'une caricature qui ne change rien au système. Il y aura à faire une tâche gigantesque de planification fédéraliste pour permettre un développement socialiste de l'économie, ainsi qu'un gros travail de rassemblement de données statistiques accessibles à tous.

Pour conclure sur ces trois points, plus le choc initial, la lutte armée, aura détruit l'État et la classe possédante, plus l'autogestion aura le temps et le besoin de s'étendre et de s'organiser, ce qui est essentiel à son maintien et à son succès définitif.

Leçons techniques

Comme les expériences d'autogestion n'ont jamais dépassé le cap de quelques années (toujours troublées), les problèmes que nous allons voir maintenant sont très hypothétiques. Cependant, nous considérons que ce sont des problèmes fondamentaux de l'autogestion.

A) Économie: Le capital de départ et son remboursement, la propriété de terre et des moyens de production.

En Espagne, bien des collectivités aux ressources économiques sensiblement identiques prirent un départ très différent par suite de la présence ou de l'absence de capitaux.

La nécessité d'un fonds commun de crédit devient évidente si l'on pense à certains villages d'Aragon où l'on ne collectivise guère que la misère. Le problème de la constitution et l'amortissement du capital, de l'investissement, du remboursement du capital prêté a été la pierre d'achoppement des expériences autogestionnaires que nous avons considérées. Notons aussi que ce problème agite aussi les économistes "soviétiques" (discussion Libermann) Doit-on intéresser les unités de production aux "profits" (excédents) qu'elles réalisent? Dans l'affirmative, deux cas se présentent : ou bien l'entreprise réinvestit ses profits devient grosse entreprise riche, travailleurs mieux rémunérés, etc.... ou bien elle prête ses excédents monétaires, contre un intérêt, et alors elle se comporte en capitaliste collectif. Dans les cas que nous avons étudiés, se faisait toujours sentir la nécessité d'une banque (centrale, régionale...) pour financer les investissements des unités autogérées, en régime socialiste; en régime d'autogestion généralisée, il nous semble qu'il faudrait dépasser même l'idée du crédit gratuit de la banque mutuelle de Proudhon. La collectivisation totale de l'économie devrait entraîner l'appropriation collective des excédents de la production et leur affectation soumise aux décisions des organes centraux; affectation qui peut (sans clause de remboursement) aller non seulement aux entreprises "pauvres" mais aux productions non "rentables" (capitalistiquement parlant) et d'intérêt local, régional, général oui dépasserait l'optique de la seule entreprise. Il n'y a pas de recettes à fournir pour l'avenir mais nous devons lever une ambiguïté : notre critique des récupérations et des anéantisements des expériences autogérées par l'État et le secteur privé de concert ne doit pas faire croire que nous nous élevions théoriquement contre toute ingérence de la collectivité dans la gestion d'une unité de production délimitée; soulignons donc à propos du problème des investissements qui est particulièrement préoccupant à cet égard, que nous ne concevons pas le système autogestionnaire comme la fédération et l'affrontement des intérêts particularistes, un nouveau féodalisme industriel n'est pas notre modèle, notons encore, cependant, que les mesures "institutionnelles" ne nous semblent pas épuiser le problème, la solution devant vraisemblablement être aussi cherchée dans la "restructuration socialiste de l'homme" dont parle W. Reich: liquidation des stases névrotiques, comme préalable à l'émergence d'une éthique socialiste, coopératiste, autogestionnaire. Selon une période de temps où il sera tenu compte de l'évolution économique et sociale de la collectivité, ce qui implique un contrôle et la possibilité de sanctions, ce que nous approfondirons plus loin. [Erreur, rien en fait].

La suppression de la propriété de la terre et des moyens de production doit être obtenue rapidement pour éviter l'équivoque de 1936-39, période pendant laquelle les anciens propriétaires allèrent jusqu'à faire des procès pour expulser les collectivistes de "leurs" terres. Cette mesure implique la suppression de la dualité économie collective et non-collective, ce qui est impossible autrement que par la force.

En Israël, le fonds juif qui acheta les terres, avança aussi l'argent aux kibboutzim. En Algérie, le problème ne s'est pas ou peu posé dans l'agriculture, où seul le secteur moderne a été autogéré. Il se serait posé si un mouvement d'autogestion s'était déclenché dans le secteur traditionnel (pauvre), parmi les petits fellahs. Une harmonisation des secteurs aurait été nécessaire. Dans l'industrie le faible secteur autogéré a vu se développer une entraide d'usine favorisée à usine défavorisée.

B) Social

a) planification, sanction, fermeture et déplacement d'usines.

Toutes ces mesures furent approuvées au Plenum économique de Valence en janvier 1938, la CNT était alors en plein délire réformiste et le droit à la révocabilité et aux libres élections responsables avait été bafoué et n'était prévu nulle part.

Mais si la révocabilité manquait, les autres mesures restaient parfaitement valables : les problèmes de construction de barrages hydrauliques et de discussions avec les habitants des futurs villages inondés, les fermetures et les concentrations d'usines, les déplacements de main-d'œuvre et les changements de métier seront toujours là, puisqu'il y aura toujours des impératifs économiques.

b) Les fédérations d'industrie.

Le problème s'est posé en Espagne; la collectivisation arrivée, on s'est aperçu que les transports, par exemple, appartenaient à plusieurs syndicats différents, mais que les transports comme organisme pouvant disposer et fournir des véhicules n'existaient précisément pas: l'organisation syndicale modelée sur l'organisation ancienne capitaliste ne correspondait plus aux besoins nouveaux. Elle a eu du mal à dépasser ces cadres anciens.

c) Alourdissement de l'organisation et désintérêt:

Le développement d'un élément de direction entraîne souvent un alourdissement qui provoque une indifférence de la base: dans les kibboutzim, on constatait *une tendance de l'assemblée générale à devenir passive en ce qui concernait les décisions économiques, depuis que la complexité de ces problèmes est devenue telle que, pour pouvoir en juger, il est nécessaire d'en avoir une connaissance particulière.* (Noir et Rouge n° 23). Même problème à l'échelle d'une coopérative ouvrière en régime capitaliste : *"le contester (le bilan de fin d'année) ça n'arrive jamais; c'est excessivement difficile car nous n'avons pas les connaissances nécessaires pour pouvoir contester"* (Enquête radiophonique sur les associations, janvier 1964) Il est certain que la séparation, normale en société capitaliste, entre "problèmes techniques" et "problèmes politiques", enlève beaucoup de leur intérêt aux premiers. Mais aussi, sans la transmission et le développement des connaissances techniques pour tous, on ne peut plus parler d'autogestion. On peut aussi envisager des solutions d'organisation (rotativité des équipes de gestion).

d) Incitation au travail et différenciation salariale:

Les marxistes au pouvoir ont résolu le problème, dès 1918, en reprenant le système capitaliste de la différenciation des salaires, et proposaient de payer largement les techniciens parfois indispensables. Même chose en Algérie où comptables et mécanos étaient très recherchés : dans certaines exploitations où l'égalité des salaires était complète, ils sont partis dans le secteur privé (évidemment si on avait supprimé ce dernier...). En Espagne, le congrès économique dont nous avons parlé maintenant les différences, en les réduisant. Tous les métiers étant bien loin d'avoir le même intérêt. Il y a aussi un problème.

Nous laissons de côté le problème des techniciens supérieurs, recherche scientifique, etc., qui ne se pose pas immédiatement lors des premières années révolutionnaires. (Il faudrait ici approfondir la question de l'éducation).

Et maintenant, on peut se demander: faut-il "faire quelque chose" pour l'autogestion ? S'il s'agit d'un îlot d'autogestion actuel, le soutenir n'a de sens que si l'on est dedans : ainsi récemment, les travailleurs de l'usine Pinno-Pax (machines à coudre) dans la banlieue de Liège, voyant leur usine fermée à la suite d'un krach frauduleux de la direction, la font marcher eux-mêmes; l'exemple est évidemment aussitôt récupéré par les centrales syndicales et les revues progressistes; mais, ceux de l'usine ont fait ce qu'ils voulaient faire. (*I.C.O.* mars 1968).

Mais il serait stupide de penser qu'une propagande pour l'autogestion va amener la révolution. L'information sur l'autogestion doit s'intégrer dans une information sur le capitalisme ici, aujourd'hui, c'est à dire sur le développement du système d'exploitation et sur la façon dont jusqu'ici la classe dirigeante a contrôlé tant bien que mal ce développement.

Il pourrait être utile aussi, et possible, de comparer les points de vue d'un certain nombre de minorités révolutionnaires, qui sont pour les Conseils ouvriers, ou pour le Contrôle ouvrier, etc. (voir notre paragraphe au début sur les divers termes) et de voir s'il y a vraiment des différences. Informer et s'informer, clarifier entre un certain nombre de gens déjà (en théorie) révolutionnaires comme nous nous prétendons tous, c'est une tâche qui, si l'on veut la mener à bien parallèlement, à la lutte de tous les jours, ne sera ni facile, ni sans importance.

Sabadell [= Frank Mintz]